

FONDS
D'EQUIPEMENT
COMMUNAL
صندوق التجهيز
الجماعي



COMMUNICATION FINANCIERE au 31 décembre 2021

COMPTES SOCIAUX au 31 décembre 2021



BILAN		
(en milliers MAD)		
ACTIF	31 déc 2021	31 déc 2020
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	24 384	25 695
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	946	290
A Vue	946	290
A Terme	-	-
CREANCES SUR LA CLIENTELE	26 183 116	25 207 959
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	2 262	2 704
Crédits et financements participatifs à l'équipement	26 158 280	25 183 676
Crédits et financements participatifs immobiliers	19 652	20 712
Autres crédits et financements participatifs	2 722	866
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	-	-
Certificats de Sukuku	-	-
AUTRES ACTIFS	300 649	235 048
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Certificats de Sukuku	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
Participation dans les entreprises liées	-	-
Autres titres de participation et emplois assimilés	25	25
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
DEPOTS D'INVESTISSEMENT PLACES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	320	512
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	44 719	47 812
TOTAL ACTIF	26 554 158	25 517 339

PASSIF		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2021	31 déc 2020
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	9 959 027	8 597 456
A Vue		
A Terme	9 959 027	8 597 456
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Crédeurs	-	-
Comptes d'Epargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Crédeurs	-	-
DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-
TITRES DE CREANCE EMIS	11 186 604	11 850 740
Titres de Créance Négociables	2 541 450	2 693 831
Emprunts Obligataires	8 645 154	9 156 909
Autres Titres de Créance Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	34 157	47 384
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	51 705	27 574
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	1 000 000	1 000 000
DEPOTS D'INVESTISSEMENT RECUS	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	2 894 185	2 750 423
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES, CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	328 481	243 762
TOTAL PASSIF	26 554 158	25 517 339

HORS BILAN		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2021	31 déc 2020
ENGAGEMENTS DONNES	5 556 371	6 072 540
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 556 371	6 072 540
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	6 458 741	1 500 000
Engagements de financement recus d'établissements de crédit et assimilés	6 458 741	1 500 000
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie recus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2021	31 déc 2020
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 256 736	1 283 902
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 890	1 846
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 254 846	1 282 056
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuku	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	-	-
Autres produits bancaires	-	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement recus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	619 309	661 190
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	252 685	293 104
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	366 403	367 878
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	221	209
Transfert de produits sur dépôts d'investissement recus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	637 426	622 712
Produits d'exploitation non bancaire	2 193	4 204
Charges d'exploitation non bancaire	178	112
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	58 919	58 796
Charges de personnel	46 210	46 333
Impôts et taxes	838	825
Charges externes	5 106	5 093
Autres charges générales d'exploitation	3 441	2 630
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 325	3 717
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	26 594	13 950
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	468	11
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	26 126	13 939
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	2 011	5 152
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	16	3 652
Recuperations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	1 995	1 500
RESULTAT COURANT	555 939	559 210
Produits non courants	236	7
Charges non courantes	19 211	112 370
RESULTAT AVANT IMPOTS	536 964	446 846
Impôts sur les résultats	208 484	203 085
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	328 481	243 762



ETAT DES SOLDES DE GESTION		
(en milliers MAD)		
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31 déc 2021	31 déc 2020
(+) Intérêts et produits assimilés	1 256 736	1 283 902
(-) Intérêts et charges assimilées	619 088	660 981
MARGE D'INTERET	637 647	622 921
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS D'IJARA	-	-
(+) Commissions perçues	-	-
(-) Commissions servies	221	209
MARGE SUR COMMISSIONS	- 221	- 209
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	637 426	622 712
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	2 193	4 204
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	178	112
(-) Charges générales d'exploitation	58 919	58 796
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	580 522	568 008
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	452	3 641
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	24 131	12 439
RESULTAT COURANT	555 939	559 210
RESULTAT NON COURANT	- 18 975	- 112 364
(-) Impôts sur les résultats	208 484	203 085
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	328 481	243 762

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31 déc 2021	31 déc 2020
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	328 481	243 762
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 325	3 717
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	26 126	13 939
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	1 995	1 500
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	86	-
(-) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	355 840	259 917
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	355 840	259 917

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		
(en milliers MAD)		
	31 déc 2021	31 déc 2020
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 256 736	1 283 902
Recupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	2 429	4 210
Charges d'exploitation bancaire versées	619 309	661 190
Charges d'exploitation non bancaire versées	19 389	112 482
Charges générales d'exploitation versées	55 595	55 080
Impôts sur les résultats versés	208 484	203 085
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	356 388	256 276
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 656	979
Créances sur la clientèle	- 975 621	- 2 006 748
Titres de transaction et de placement	-	-
Autres actifs	- 65 590	- 5 922
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 361 571	264 767
Dépôts de la clientèle	-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	- 664 136	1 444 840
Autres passifs	- 13 227	- 1 198
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 357 659	- 303 282
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	- 1 271	- 47 006
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	40	866
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 40	- 868
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie recus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement recus	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Dépôts d'investissement remboursés	-	-
Intérêts versés	-	-
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-	-
Dividendes versés	-	-
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	-
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	- 1 311	- 47 875
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	25 695	73 569
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	24 384	25 695

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

*Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.
 *Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.
 Les principales dispositions appliquées de résumant comme suit :
 - Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-doutées, douteuses ou compromises
 - Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-doutées,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises,
 *Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
 Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.
 *Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérégations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérégations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérégations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Cheques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
					31 déc 2021	31 déc 2020
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	23 876	864	81	-	24 822	25 478
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
au jour le jour à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	502	-	-	-	502	490
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	24 378	864	81	-	25 324	25 969

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèle	31 déc 2021	31 déc 2020
CREDS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDS A LA CONSOMMATION	-	-	-	2 262	2 262	2 704
CREDS A L'EQUIPEMENT	25 431 002	-	-	-	25 431 002	24 400 244
CREDS IMMOBILIERS	-	-	-	19 852	19 852	20 712
AUTRES CREDS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	727 277	-	-	-	727 277	783 432
CREANCES EN SOUFFRANCE	2 722	-	-	-	2 722	866
Créances pré-doutées	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses	-	-	-	-	-	-
Créances compromises	2 722	-	-	-	2 722	866
TOTAL	26 161 002	-	-	22 114	26 183 116	25 207 959

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total	
			Financiers	Non financiers	31 déc 2021	31 déc 2020
Titres cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres non cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL						

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

(en milliers MAD)

Titres	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres de placement						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
TOTAL						

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

ACTIF	31 déc 2021	31 déc 2020
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Debiteurs divers	39 395	36 702
Sommes dues par l'Etat	38 263	35 747
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	1 132	955
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	261 254	198 346
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	4 224	2 718
Résultats sur produits dérivés de couverture	222 297	171 387
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 977	8 043
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	26 404	15 859
Autres comptes de régularisation	351	339
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	300 649	235 048

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

(en milliers MAD)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participation dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépositaire Central	100 000	0,025%	25	25	31/12/2020	311 748	5 500	-
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25	-	311 748	5 500	-
EMPLOIS ASSIMILES									
				25	25	-	311 748	5 500	-
TOTAL GENERAL				25	25	-	311 748	5 500	-

CREANCES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

CREANCES SUBORDONNEES	Montant		Dont entreprises liées et apparentées	
	31 déc 2021		31 déc 2020	
	Brut	Provisions Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés				
Créances subordonnées à la clientèle				
TOTAL				

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

31 déc 2021

(en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou reprises au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements			Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions		
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail mobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail mobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail mobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail mobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail immobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations données en location simple	18 280	-	-	18 280	247	15 500	-	-	-	2 779
Biens mobiliers en location simple	18 280	-	-	18 280	247	15 500	-	-	-	2 779
Biens immobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	18 280	-	-	18 280	247	15 500	-	-	-	2 779

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

31 déc 2021

(en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou reprises au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis, et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 033	-	-	21 033	20 521	192	-	20 713	320
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	21 033	-	-	21 033	20 521	192	-	20 713	320
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	124 240	40	587	123 694	76 429	3 133	587	78 974	44 719
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	26 859	1 552	-	28 411	40 912
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation Bureaux	61 194	-	-	61 194	26 300	1 530	-	27 830	33 364
Immeubles d'exploitation, Logements de fonctions	300	-	-	300	300	23	-	323	318
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	27 808	40	587	27 669	26 169	586	587	26 167	1 092
Mobilier de bureau d'exploitation	7 876	-	-	7 876	7 551	50	-	7 602	274
Matériel de bureau d'exploitation	949	-	-	949	938	10	-	948	1
Matériel informatique	17 718	40	-	17 757	16 415	525	-	16 941	817
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 264	-	587	677	1 264	-	587	677	-
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	17 291	-	-	17 291	15 884	698	-	16 582	710
IMMOBILISATION CORPORELLE HORS EXPLOITATION	9 820	-	-	9 820	7 518	296	-	7 814	2 006
Terrain hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	3 645	139	-	3 784	1 761
Mobilier et matériel hors exploitation	2 344	-	-	2 344	2 152	27	-	2 179	165
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 931	-	-	1 931	1 720	130	-	1 851	80
TOTAL	145 273	40	587	144 726	96 950	3 325	587	99 687	45 039

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS (en milliers MAD)							
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
01/10/2021	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	587	587	-	96	96	-
TOTAL		587	587		96	96	



DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)						
DETTES	Bank AlMaghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31 déc 2021	Total 31 déc 2020
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	300 000	600 000	-	900 000	880 000
au jour le jour à terme	-	-	-	-	-	-
au jour le jour à terme	-	300 000	600 000	-	900 000	880 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	6 983 300	-	1 778 773	8 762 073	7 417 391
AUTRES DETTES	-	-	-	202 012	202 012	196 571
INTERETS COURUS A PAYER	-	89 150	25	-	94 943	103 494
TOTAL		7 372 450	600 025	1 986 552	9 959 027	8 597 456

DEPOTS DE LA CLIENTELE (en milliers MAD)						
DEPOTS	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31 déc 2021	Total 31 déc 2020
Comptes à vue créditeurs	-	-	-	-	-	-
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Depôts à terme	-	-	-	-	-	-
Autres comptes créditeurs	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	-	-	-	-	-	-
TOTAL						

TITRES DE CREANCES EMIS (en milliers MAD)									
NATURE DES TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Montant	Dont		Montant non encadré des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (1)		Entreprises liées	Autres entreprises	
Titres de créance négociables						2 526 000			
Certificat de Dépôt	24/03/2015	24/03/2022	100	2,01%	In fine	258 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	18/09/2017	18/09/2022	100	1,87%	In fine	350 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	18/09/2017	18/09/2022	100	3,25%	In fine	300 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	06/10/2017	06/10/2022	100	1,85%	In fine	250 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	06/10/2017	06/10/2022	100	3,19%	In fine	300 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	30/12/2019	30/12/2024	100	2,82%	In fine	1 000 000	-	-	-
Emprunts obligataires						6 510 800			
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	400 000	-	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	3,44%	Amortissable	452 800	-	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2024	100	2,17%	In fine	151 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	432 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,13%	In fine	50 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,23%	In fine	222 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	213 333	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2026	100	2,04%	In fine	225 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	2,44%	Amortissable	303 333	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,53%	Amortissable	598 667	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2027	100	2,08%	In fine	200 000	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	2,28%	Amortissable	733 333	-	-	-
Emprunts obligataires	19/07/2018	19/07/2033	100	3,84%	Amortissable	600 000	-	-	-
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	433 333	-	-	-
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	2,20%	Amortissable	1 300 000	-	-	-
Emprunts obligataires	18/12/2020	31/03/2036	100	2,25%	Amortissable	2 000 000	-	-	-
TOTAL						11 038 800			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance
(2) Amortissement : Annual - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS (en milliers MAD)			
PASSIF	31 déc 2021	31 déc 2020	
Instruments optionnels vendus	-	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-	-
Créditeurs divers	22 330	37 481	
Sommes dues à l'Etat	19 250	33 745	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 313	1 282	
Sommes diverses dues au personnel	10	-	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-	
Fournisseurs de biens et services	1 649	2 210	
Divers autres créditeurs	109	244	
Comptes de régularisation	11 826	9 903	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écart sur devises et titres	1 978	274	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-	
Charges à payer et produits constatés d'avance	9 556	9 339	
Autres comptes de régularisation	230	230	
TOTAL	34 157	47 384	

PROVISIONS (en milliers MAD)					
	Encours 31 déc 2020	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31 déc 2021
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF :	17 023	468	16	-	17 475
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	5 556	468	4	-	6 020
Titres de placements	-	-	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	11 467	-	12	-	11 485
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	27 574	26 126	1 995	-	51 705
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	27 574	26 126	1 995	-	51 705
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	44 597	26 594	2 011	-	69 180

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (en milliers MAD)					
	Objet économique	Montant global	Montant 31 déc 2020	Utilisation 31 déc 2021	Montant 31 déc 2021
Subventions	-	-	-	-	-
Fonds publics affectés	-	-	-	-	-
Fonds spéciaux de garantie	-	-	-	-	-
TOTAL					

DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)										
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonné et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées	
							Montant (c/v MAD) 31 déc 2021	Montant (c/v MAD) 31 déc 2020	Montant (c/v MAD) 31 déc 2021	Montant (c/v MAD) 31 déc 2020
Dirhams	200 000	-	2,30%	10	-	200 000	-	-	-	-
Dirhams	800 000	-	2,35%	10	-	800 000	-	-	-	-
TOTAL	1 000 000					1 000 000				

(1) Cours Bank AlMaghrib au 31/12/N
(2) Eventuellement indéterminée
(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)				
	Encours 31 déc 2020	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31 déc 2021
ECARTS DE REVALUATION				
Réserves et primes liées au capital	2 750 423	243 762	-	2 994 185
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	2 750 423	243 762	-	2 994 185
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	1 000 000	-	-	1 000 000
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets de l'exercice (+/-)	243 762	243 762	328 481	328 481
TOTAL	3 994 185	-	328 481	4 322 666

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)		
ENGAGEMENTS	31 déc 2021	31 déc 2020
Engagements de financement et de garantie donnés	5 556 371	6 072 540
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	5 556 371	6 072 540
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	5 556 371	6 072 540
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Autres cautions, avais et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus	6 458 741	1 500 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 458 741	1 500 000
Ouvertures de crédit confirmées	6 458 741	1 500 000
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

ENGAGEMENTS SUR TITRES (en milliers MAD)		31 déc 2021
ENGAGEMENTS	Montant	
Engagements donnés		
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
Engagements reçus		
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES (en milliers MAD)				
	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31 déc 2021	31 déc 2020	31 déc 2021	31 déc 2020
Opérations de change à terme	222 297	171 387	-	-
Devises à recevoir	-	-	-	-
Dirhams à livrer	-	-	-	-
Devises à livrer	222 297	171 387	-	-
Dirhams à recevoir	-	-	-	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-



VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE				31 déc 2021
				(en milliers MAD)
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature données	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	
Autres titres	-	-	-	
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000	
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	
TOTAL	380 000		380 000	
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	
Autres titres	-	-	-	
Hypothèques	-	-	-	
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	
TOTAL	-		-	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE		31 déc 2021
		(en milliers MAD)
CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus	
Titres de placement	-	
Titres de participation	-	
Participations dans les entreprises liées	-	
Titres de l'activité de portefeuille	-	
Emplois assimilés	-	
TOTAL	-	

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE							31 déc 2021
							(en milliers MAD)
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL	
ACTIF							
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	24 822	-	-	-	-	24 822	
Créances sur la clientèle	39 341	785 732	1 406 536	9 516 485	13 702 294	25 450 389	
Titres de créance	-	-	-	-	-	-	
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	64 163	785 732	1 406 536	9 516 485	13 702 294	25 475 211	
PASSIF							
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	694 002	439 645	612 329	3 127 022	4 991 087	9 864 084	
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-	
Titres de créance émis	66 667	461 333	1 676 267	4 361 067	4 473 466	11 038 800	
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	1 000 000	
TOTAL	760 669	900 978	2 288 595	7 488 088	10 464 553	21 902 884	

COMMISSIONS		31 déc 2021
		(en milliers MAD)
COMMISSIONS	Montant	
Commissions perçues	-	
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	
Sur opérations avec la clientèle	-	
Sur opérations de change	-	
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	
Sur produits dérivés	-	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	
Sur moyens de paiement	-	
Sur activités de conseil et d'assistance	-	
Sur ventes de produits d'assurances	-	
Sur autres prestations de service	-	
Commissions versées	221	
Sur opérations avec les établissements de crédit	66	
Sur opérations avec la clientèle	-	
Sur opérations de change	-	
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	
Sur produits dérivés	-	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	155	
Sur moyens de paiement	-	
Sur activités de conseil et d'assistance	-	
Sur ventes de produits d'assurances	-	
Sur autres prestations de service	-	

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE					31 déc 2021
					(en milliers MAD)
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres			-
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	
2	6 233 108	5 164 221	1 068 887	-	

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ			31 déc 2021	31 déc 2020
			(en milliers MAD)	
PRODUITS ET CHARGES	31 déc 2021	31 déc 2020		
Produits	-	-		
Gains sur les titres de transaction	-	-		
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-		
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-		
Gains sur les produits dérivés	-	-		
Gains sur les opérations de change	-	-		
Charges	-	-		
Pertes sur les titres de transaction	-	-		
Moins value de cession sur titres de placement	-	-		
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-		
Pertes sur les produits dérivés	-	-		
Pertes sur opérations de change	-	-		
RESULTAT	-	-		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE			31 déc 2021
			(en milliers MAD)
BILAN	Montant		
ACTIF	-		
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-		
Créances sur la clientèle	-		
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-		
Autres actifs	-		
Titres de participation et emplois assimilés	-		
Créances subordonnées	-		
Immobilisations données en crédit-bail et location	-		
Immobilisations incorporelles et corporelles	-		
PASSIF	1 986 552		
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 986 552		
Dépôts de la clientèle	-		
Titres de créance émis	-		
Autres passifs	-		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-		
Dettes subordonnées	-		
HORS BILAN	Montant		
ENGAGEMENTS DONNES	-		
ENGAGEMENTS RECUS	3 108 741		

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		31 déc 2021
		(en milliers MAD)
	Montant	
Charges du personnel	46 210	
Impôts et taxes	838	
Charges externes	5 106	
Autres charges générales d'exploitation	3 441	
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	3 325	
TOTAL	58 919	

MARGE D'INTERET				31 déc 2021	31 déc 2020
				(en milliers MAD)	
	31 déc 2021	31 déc 2020			
Intérêts perçus	1 256 736	1 283 902			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 890	1 846			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 254 846	1 282 056			
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-			
Intérêts servis	619 088	660 981			
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	252 685	293 104			
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	366 403	367 878			
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-	-			
TOTAL	637 647	622 921			

AUTRES PRODUITS ET CHARGES		31 déc 2021
		(en milliers MAD)
	Montant	
Autres produits et charges bancaires	-	
Autres produits bancaires	-	
Autres charges bancaires	221	
Produits et charges d'exploitation non bancaires	2 193	
Produits d'exploitation non bancaires	178	
Charges d'exploitation non bancaires	1 993	
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	26 594	
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	2 011	
Produits et charges non courants	236	
Produits non courants	236	
Charges non courantes	19 211	

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				31 déc 2021
				(en milliers MAD)
VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE				
Pôle d'Activité	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Activité bancaire	637 426	580 522	536 964	
Autres Activités	-	-	-	
TOTAL	637 426	580 522	536 964	
VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				
Zone Géographique	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Maroc	637 426	580 522	536 964	
Autres Zones	-	-	-	
TOTAL	637 426	580 522	536 964	

DISPOSITIF DE GESTION GLOBALE DES RISQUES



1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Équipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale ;
- 1 représentant du Ministère de l'Équipement et de l'Eau ;
- 1 représentant du Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable ;
- le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures (Ministère de l'Economie et des Finances).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue des présentations devant le Comité d'Audit et des Risques, émanation du Conseil d'Administration, sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques. Le CAR rend compte de ses travaux régulièrement au Conseil d'Administration, à l'occasion de chacune de ses réunions.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Gouverneur, Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant désigné par le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie globale de gestion des risques du FEC ;
- s'assurer de la conformité des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des Fonds Propres (FP)...), conformément aux orientations stratégiques du Conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- d'évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- de définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques taux et liquidité ;
- de veiller aux équilibres bilanciaux de la Banque ;
- d'évaluer l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- de suivre le profil de risque de la Banque (risque de liquidité, de taux et de change) à l'aune des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- de valider les conventions et les modes d'écoulement en taux.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

2. Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Équipement Communal sont les suivants :

Risque de crédit : risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non-conformité : correspond au risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'observation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.

Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

À la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des bilans d'exécution des budgets des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la Collectivité Territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%, sauf dérogation expresse du Conseil d'Administration.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- l'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques ;
- l'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement ;
- l'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC ;
- l'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets ;
- le jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et la proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

À fin décembre 2021 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 7 049 010 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 84% du risque de crédit et de 16% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 75,45%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 61,26%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,84% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 26 190 008 Milliers de DH au 31 décembre 2021.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 31 décembre 2021, à 5 556 371 Milliers de DH.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 31 décembre 2021, fait ressortir que 63,8% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib à 12,03% à fin décembre 2021 se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress tests ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress tests minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La gestion des risques ALM est assurée au sein de la Direction Financière par le Département Contrôle de Gestion et ALM.

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif/Passif.

Gestion Actif/Passif

Le FEC a mis en place un dispositif de pilotage des risques bilanciels tels que les risques de liquidité, de taux d'intérêts et de change, de telle sorte à pouvoir suivre leur évolution de manière continue en fonction de la tendance des marchés financiers, et de l'activité de la Banque.

Afin de préserver les équilibres financiers de la Banque, le dispositif ALM veille à :

- assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- s'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des fonds propres ;
- orienter la stratégie de la Banque en matière de refinancement.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité se définit comme étant le risque pour la Banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance.

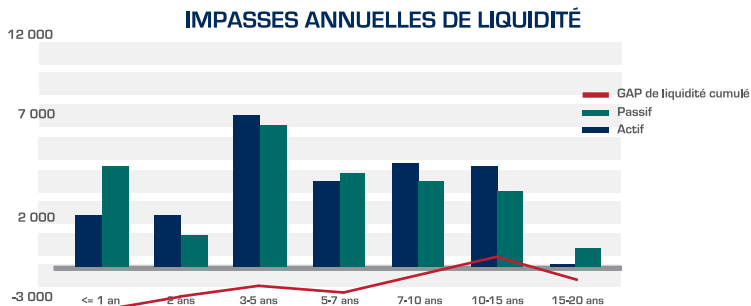
Le FEC peut être exposé au risque de liquidité qui peut se présenter sous l'une des formes suivantes :

- l'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un tirage important des engagements de financement donnés aux CT ;
- le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Approche retenue dans le calcul des Gaps de liquidité :

La mesure de ce risque est basée sur des éléments de bilan à une date d'arrêté donnée, classés selon leur durée résiduelle, et sur lesquels sont appliquées les lois d'écoulements et conventions ALM. L'impasse statique en flux permet de déterminer l'excédent ou le besoin de ressources à moyen et long termes dans l'hypothèse qu'il n'y ait pas de production nouvelle d'actifs et de passifs.

Au 31 décembre 2021, le profil des impasses de liquidité se présente comme suit :



Gestion du Risque de Taux d'intérêt (IRRBB)

Le risque de taux d'intérêt correspond à la sensibilité du bilan quant aux mouvements futurs des taux d'intérêt. L'appréciation de ce risque s'effectue à travers un ensemble de simulations de stress test, notamment dans le cadre des six scénarii réglementaires suivants :

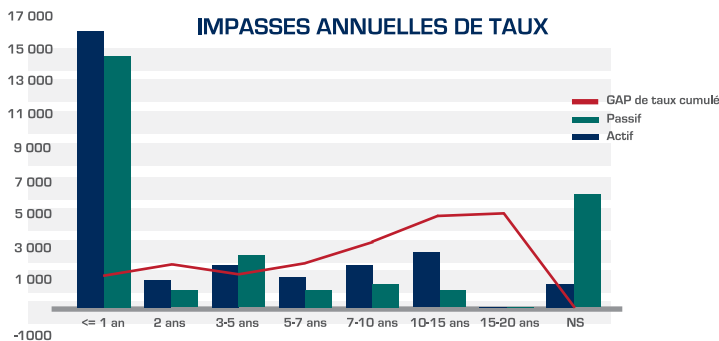
- Scénario 1 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la hausse (+ 200 bps) ;
- Scénario 2 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la baisse (- 200 bps) ;
- Scénario 3 : Hausse des taux courts ;
- Scénario 4 : Baisse des taux courts ;
- Scénario 5 : Aplatissement de la courbe des taux ;
- Scénario 6 : Pentification de la courbe des taux.

L'analyse et l'évaluation des risques de taux d'intérêt obéit à une double logique à savoir la préservation de la marge d'intérêt et de la valeur économique des fonds propres.

La Banque a opté pour l'approche dite méthode des échéances en mode statique. Cette approche consiste à écouler toutes les positions du bilan en statique en fonction de leurs caractéristiques contractuelles ou conventionnelles.

Exposition au 31 décembre 2021

Les impasses de taux en flux se présentent au 31 décembre 2021, comme suit :



L'impact des scénarii réglementaires est de 8,40% sur la marge d'intérêt nette prévisionnelle et de 8,78% sur la valeur économique des fonds propres.

Risque de Change

Afin d'être immunisé contre le risque de change, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale et ce à l'occasion :

- des deux tirages effectués au cours de l'exercice 2019 sur une ligne de crédit contractée en 2018 auprès d'un bailleur de fonds étranger ;
- du tirage de 50 millions d'euros effectué en 2021.

Pour rappel, la couverture du risque de change afferente à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances /Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

2.3 Risques Opérationnels

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank AHMaghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à assurer la continuité de service.

» Manuel de procédures générales

Le FEC est doté d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Pilotage, Métiers et Support. La cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008. Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 du Wali de Bank AHMaghrib, relative au contrôle interne des établissements de crédit et de la directive n°47/G/2007 de Bank AHMaghrib, relative au plan de continuité de l'activité au sein des établissements de crédit, le FEC dispose d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA), qui a été approuvé par le Conseil d'Administration. Le PCA permet au FEC d'assurer le fonctionnement de l'institution en mode dégradé ainsi que la reprise des activités, et ce, selon divers scénarios de crise. La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Par ailleurs, le FEC veille à mettre à jour, de manière régulière, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, stratégie de continuité, procédures, plan de communication...) afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs de continuité mis en place. De même, un plan de renforcement du PCA est en cours d'élaboration, qui porte notamment sur le SI supportant l'activité de crédit, dont la refonte est en cours de mise en œuvre.

» Déclenchement du PCA suite à la crise pandémique

Hormis le déclenchement de son dispositif de gestion de la crise pandémique en mars 2020, et en l'absence d'incident présentant la nécessité d'y recourir, le FEC n'a pas activé son PCA au cours de l'exercice 2021. Toutefois, et en raison de la persistance des effets du contexte pandémique, le FEC a veillé à assurer la continuité des activités des processus opérationnels et bancaires, notamment à travers la mise en place d'un plan adapté de gestion de crise sinistre pandémie.

De même, le FEC a continué à assurer une veille permanente de l'évolution de la situation sanitaire et des mesures préventives édictées par les pouvoirs publics. Dans ce contexte, le FEC a réalisé plusieurs actions de sensibilisation auprès de ses collaborateurs, quant au strict respect des mesures préventives contre le Covid-19, prônées par les autorités sanitaires nationales, afin de consolider les acquis réalisés par le Royaume en la matière.

A cet égard, le FEC a également adopté des 2020, le travail en mode hybride présentiel/télétravail, et ce, jusqu'au mois de février 2022, qui a marqué le retour à la normale et au travail en mode présentiel pour tous les collaborateurs, suite à l'amélioration de la situation sanitaire.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank AHMaghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques ;
- la conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales ;
- le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés ;
- la collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des entités Métiers et Supports. Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs. A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents. La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels. L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non-Conformité

Conformément à la directive n°49/G/2007 de Bank AHMaghrib relative à la fonction conformité du 31 août 2007, le FEC s'est doté d'une politique et d'une charte de conformité.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc

mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Nous avons procédé à un examen limité des comptes du Fonds d'Equipelement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Ces comptes qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 5.322.666 KMAD, dont un bénéfice net de 328.481 KMAD, relèvent de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur. Ces états ont été établis dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du Fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les comptes, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipelement Communal établis au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 21 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

A blue ink stamp for Deloitte Audit. It contains the text: 'Deloitte Audit', 'Bd Sidi Mohammed Benabdellah', 'Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - La Marina', 'Casablanca', 'Tél: 05 22 42 33 25', 'Fax: 05 22 33 30 18 / 33 33 33'.

**Hicham Belemqadem
Associé**

Mazars Audit et Conseil

A blue ink stamp for Mazars Audit et Conseil. It contains the text: 'MAZARS AUDIT ET CONSEIL', '101, Boulevard Abdelmoumen', '20360 Casablanca', 'Tél: 05 22 42 33 25', 'Fax: 05 22 42 34 00'.

**Taha Ferdaous
Associé**



Fonds d'Equipeement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Maroc
Tél: +212 (0) 537 56 60 90 à 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma